



Avril

NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

A 16 Liber Amicorum

Liber amicorum Benoît Michaux : Penser en éclaireur

Cornu, Emmanuel (éditeur intellectuel); Michaux, Benoît (personne honorée)

[Bruxelles] : Bruylant, 2026

606 pages

Avocat et professeur en propriété intellectuelle, Benoît Michaux a toujours été un infatigable analyste des principes qui sous-tendent cette matière, tiraillée entre liberté de création et exigences de protection.

Au cours de sa carrière, il a enrichi la réflexion des uns et s'est nourri de celle des autres. À l'occasion de son éméritat, ce livre est un recueil d'hommages de quelques-uns d'entre eux, sous forme de textes personnels et de contributions juridiques. Puisse-t-il, à l'image du logogramme de Christian Dotremont, être un Aperto apertissimo libro.

A 33/9 Pratiques du marché

Pratiques du marché, propriété intellectuelle et concurrence = Marktpraktijken, intellectuele eigendom en mededinging

Mechelen : Kluwer, 2010-

Périodicité: Annuel

Précédé de Pratiques du commerce et concurrence



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 11 Théorie générale et philosophie du droit

L'argumentation juridique

[Goltzberg, Stefan, 19...-....](#) (auteur)

Paris : Dalloz, 2021

136 pages

5e édition

Cet ouvrage se veut une présentation générale et renouvelée de l'argumentation juridique, ne se limitant pas au droit français et puisant volontiers au système de common law ou au droit talmudique. De nombreux arguments sont analysés et illustrés : les arguments a pari, a contrario, a fortiori, mais également les présomptions, les standards, les principes non écrits. En outre, une place est faite à des procédés moins connus, comme l'obiter dictum, les perspectives ex post et ex ante, les lectures de re et de dicto, l'effet utile, le distinguishing. L'approche proposée ici est pragmatique, dans l'esprit de Chaïm Perelman et de l'École de Bruxelles : les notions de formalisme, d'arbitraire, de fiction, de présomption, de sens littéral, sont étudiées sous l'angle du rôle pragmatique que ces procédés jouent dans l'argumentation et non de manière décontextualisée. L'ouvrage sera utile tant à l'étudiant en droit qu'au praticien expérimenté de l'argumentation juridique. Un glossaire rend son maniement plus facile.

La logique juridique

[Rabault, Hugues, 1965-...., juriste](#) (auteur)

Paris : Lefebvre Dalloz ; Dalloz, 2024

132 pages

Collection: [Connaissance du droit](#)

La pratique du droit exige rigueur et méthode. Cela tient d'abord à sa dimension logique. L'ouvrage entend présenter la logique juridique à travers son histoire, sa structure et sa fonction. Caractéristique du droit moderne, la logique juridique apparaît comme une composante de l'État de droit. La logique juridique est analysée dans l'ouvrage non seulement comme fondement de la décision en droit, mais également dans ses rapports avec les méthodes juridiques non logiques. De la sorte, la compréhension de la logique juridique permet, de façon plus large, l'accès au raisonnement et à l'argumentation juridiques, et donc à la méthodologie générale de l'application du droit. Illustré par des exemples concrets, qui sont examinés à la lumière de la logique moderne, l'ouvrage vise à éclairer les juristes expérimentés sur leurs modes de raisonnement, et à former les néophytes à la rigueur du droit. Il permettra également aux non-juristes de s'initier au mode de pensée propre au droit. [Afficher moins](#)



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 11 Théorie générale et philosophie du droit

Le droit

Jestaz, Philippe (auteur)

Paris : Dalloz, 2025

183 pages

12e édition

Qu'est-ce que le droit ? Quelle idée peut-on en donner à ceux qui ne le connaissent pas ou qui ne l'ont rencontré qu'occasionnellement et dans des conditions parfois ingrates ? La question appelle une réponse simple, fondée sur l'observation critique du phénomène et si possible débarrassée des préjugés ordinaires : le droit n'est ni un dieu de bonté ni un terrifiant labyrinthe, mais une manière, évidemment perfectible, de rendre la société plus vivable.

Ce livre limpide et souvent humoristique, qui fourmille d'exemples vivants et d'anecdotes, apporte une masse considérable d'informations ainsi qu'une structure de pensée.

En bref, une ouverture au droit, un droit dépoussiéré et sans jargon inutile.

Le droit s'adresse avant tout aux juristes débutants et aux non-juristes ; plus largement, il est destiné à tous ceux qui désirent obtenir une connaissance globale et explicative des acquis de la pensée juridique la plus récente. [Afficher moins](#)

Justice, une faillite française ?

Dufour, Olivia (auteur)

LGDJ ; Paris

305 pages

Au pays des droits de l'homme, la justice est épuisée. Personnel insuffisant, factures impayées, système informatique indigent, délais de procédure qui s'allongent, stocks de dossiers qui s'accumulent. Tandis que les justiciables la sollicitent de plus en plus, l'institution judiciaire au bord de la rupture ne cesse de crier au secours dans l'indifférence générale. Quant aux établissements pénitentiaires, ils sont dans un tel état que le Comité européen pour la prévention de la torture s'en est ému. Comment un pays comme la France peut-il tolérer une telle situation depuis des décennies ? Est-ce uniquement une question de crédits ou existe-t-il des raisons plus complexes ?

Ce livre recueille le témoignage de juges, d'avocats et de greffiers pour mesurer l'étendue du désastre et tenter d'en identifier les causes. Il donne aussi la parole à cette salariée licenciée dont la vie a basculé faute d'avoir obtenu justice dans un délai raisonnable, raconte les souffrances de ce Somalien que son incarcération à Fresnes a rendu fou, ou encore l'histoire de ce juge d'instruction mort de n'avoir pas supporté les cadences infernales qu'on lui imposait. Les politiques ont-ils à ce point peur des juges qu'ils les maintiennent volontairement dans l'indigence comme on le prétend ? Ou bien faut-il aller chercher ailleurs les raisons de cette situation ?

D'anciens gardes des Sceaux ont accepté de lever le voile sur le fonctionnement de la Chancellerie et livrent leur analyse sur la manière dont on peut sauver la justice française. Contrainte par la pauvreté à renoncer aux principes qui fondent l'État de droit, elle est en train de perdre son âme. Il y a urgence. [Afficher moins](#)



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 11 Théorie générale et philosophie du droit

Temps difficiles pour le droit : à quoi sert le droit ?... Dix ans plus tard

[Ost, François, 1952-...., juriste](#) (auteur)

Louvain-la-Neuve : Bruylant, 2026

244 pages

Première édition

Collection [Penser le droit](#); 2026, no. 34

À quoi sert le droit ? En 2016, François Ost publiait sous ce titre un ouvrage remarqué, dont les hypothèses ont fait école. Mais le monde a énormément changé en une décennie, le droit ne fait plus entendre sa voix ; dès lors, la question devient : pourquoi le droit peine-t-il autant à s'imposer ? C'est l'interrogation qu'instruit ce livre, au regard des catégories et des thèses de l'ouvrage de 2016.

Sont successivement passées en revue les années « Covid » au cours desquelles le droit fut instrumentalisé par une norme sanitaire érigée en impératif catégorique ; puis les deux mandats du Président Donald Trump qui font régresser le droit américain à des pratiques de deal féodales, voire maïfieuses ; enfin, les guerres actuelles en Ukraine et à Gaza où le droit n'est pas seulement instrumentalisé et mis à mal, mais tout simplement ignoré et bafoué.

Derrière ces chocs brutaux, ce sont des évolutions plus profondes qui s'observent, minant le lien social et l'aptitude à la citoyenneté. Car, pour qu'il y ait droit, il faut des liens sociaux solides, des individus responsables, des récits partagés, un accord minimal sur les choses tenues pour vraies. Or, c'est le contraire qui s'observe : triomphe de la post-vérité, incapacité à former des compromis honorables, éclatement du récit – avec, en contrepoint, la montée en puissance du discours formaté par les algorithmes. En résulte cet oxymore : une « société d'individus ».

Des individus rendus au régime « duel » (le face-à-face, potentiellement violent, des « je » et des « tu »), alors que s'affaiblit le régime tiers de la loi. C'est le deal plutôt que le droit, le moi à la place de la loi, la force tenue pour la justice.

Nous redécouvrons alors ce que nous n'aurions jamais dû oublier : la présence inéliminable du mal dans la vie sociale – autrement dit : la nature tragique de la condition humaine. Et nous affrontons ce nouveau défi : défendre un droit pour une période tragique – un droit qui, sans rien céder de ses idéaux, regarde le mal en face.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 14 Méthologie juridique

Convaincre aujourd'hui : Evolution des pratiques de l'avocat entre construction du dossier et outils digitaux

Kuyper, Gérard (éditeur intellectuel, contributeur - collaborateur); Bastenière, Jean-Noël (contributeur - collaborateur); Stéphanie Demoulin (contributeur - collaborateur); Frydman, Benoît, 1965-...., juriste (contributeur - collaborateur)

Louvain-La-Neuve : Larcier-Intersentia, 2026

100 pages

Collection [Collection de la Conférence du Jeune Barreau du Brabant wallon](#)

Convaincre aujourd'hui : entre psychologie, droit et intelligence artificielle. Comment convaincre dans un monde où les arguments se croisent avec les émotions, les biais cognitifs et désormais les algorithmes ? Cet ouvrage collectif, fruit du colloque organisé par la Conférence du jeune barreau du Brabant wallon, explore les transformations contemporaines de l'art de persuader dans la pratique juridique. À travers quatre contributions complémentaires, il offre une analyse pluridisciplinaire des mécanismes de la conviction : Les ressorts psychologiques de la persuasion : Stéphanie Demoulin dévoile les processus cognitifs qui influencent nos jugements, entre voie centrale et voie périphérique, et montre comment la forme et le contexte modulent l'impact des arguments. Convaincre à l'ère de l'IA : Benoît Frydman interroge la place des systèmes experts, des IA génératives et des modèles probabilistes dans la construction des arguments juridiques, entre promesses et risques. La communication numérique des avocats : Jean-Noël Bastenière analyse les enjeux déontologiques et stratégiques des réseaux sociaux, où la visibilité doit se conjuguer avec dignité et secret professionnel. La parole est aux magistrats : Gérard Kuyper restitue les résultats d'une enquête inédite auprès de juges belges, révélant ce qui influence réellement leur conviction : la primauté des pièces, la qualité des écrits, et la valeur ajoutée d'une plaidoirie claire et sincère. Un ouvrage indispensable pour les avocats, magistrats, chercheurs et étudiants en droit, soucieux de comprendre les dynamiques de la persuasion dans un contexte où la technologie et la psychologie redéfinissent les pratiques.

Légiférer et réglementer : Manuel pratique de légistique

Touboul Moracchini, Charles (auteur); Maïa, Jean, 1970-.... (auteur d'une préface)

Paris : Dalloz, 2026

XXIV, 304 pages

2e édition

Collection: [Méthodes du droit](#)

Tous les ans, des dizaines de lois et ordonnances et entre 1 300 à 2 300 décrets sont publiés au Journal officiel, sans compter des milliers d'arrêtés réglementaires.

Malgré le regroupement des règles susceptibles de s'appliquer dans le Guide de légistique élaboré par le Conseil d'État et le secrétariat général du gouvernement, la demande de formation ne cesse de croître pour bénéficier d'un accès facilité aux règles essentielles, en comprendre la logique sous-jacente et appréhender la matière de façon concrète.

C'est de ce constat qu'est né cet ouvrage, destiné à accompagner ceux qui inspirent, écrivent, appliquent, analysent, commentent ou contrôlent la loi et le règlement et, au-delà, tous ceux qui, au sein des institutions productrices de normes ou en dehors, qu'ils soient professionnels, étudiants ou simples citoyens, souhaitent apprendre comment se conçoivent en pratique les textes normatifs. [Afficher moins](#)



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 32 Droit de la famille

Een onderzoek naar genderinclusiviteit binnen het Belgische afstammingsrecht : doctoraatsproefschrift

Hermans, Emilie (auteur); Declerck, Charlotte, 1980- (éditeur intellectuel); Mathieu, Géraldine, 19...-...., juriste (éditeur intellectuel)
Universiteit Hasselt : Université Namur
755, LXXVII pages

Obligations alimentaires : approche pratique

Brouwers, Jean-Christophe, 19...-.... (éditeur intellectuel); Thiery, Jean-Marc, 19...-.... (éditeur intellectuel); Gallus, Nicole (éditeur intellectuel)

Bruxelles : Anthemis, 2026

502 pages

Destiné aux professionnels du droit et aux praticiens, cet ouvrage offre une analyse approfondie des règles, usages et outils indispensables à la gestion des dossiers familiaux en matière d'obligations alimentaires.

Il permet notamment d'aborder :

la constitution et la structuration des dossiers, avec une attention particulière portée à l'articulation entre secours, pensions après divorce et contributions alimentaires ;

les règles de droit international privé, la détermination des juridictions compétentes et les modalités d'exécution des décisions transfrontalières ;

les mécanismes de calcul des revenus et des avantages en nature, et l'appréhension de la variabilité des obligations alimentaires ;

l'approche des obligations alimentaires dans le cadre des modes alternatifs de résolution des conflits ;

le devoir de secours : les principes, la notion de faute, le quantum, l'implication du secours alimentaire dans les opérations de liquidation et de partage du régime matrimonial ;

les contributions alimentaires et les frais ordinaires : participation des enfants, famille recomposée, terme de l'obligation et variabilité ;

les contributions alimentaires et les frais extraordinaires : définition, incidence des modalités d'hébergement, forfaitisation, modalisations et décomptes ;

la pension après divorce : notion de besoin relatif, de dégradation de la situation économique, pension brute ou nette ;

les incidences fiscales associées à ces différentes obligations.

Grâce à des contributions centrées sur la pratique et illustrées par de nombreux exemples, ce livre met à la disposition des lecteurs des outils concrets et des références précises pour une pratique éclairée et rigoureuse.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 71 Associations, fondations en général

Mémento des ASBL 2026

Davagle, Michel (auteur); Dufour, Denis, 19..-...., avocat (contributeur - collaborateur); Likhatcheva, Daria (contributeur - collaborateur)

Malines : Wolters Kluwer, 2026

XIII ; 1257 pages

30e édition

Conçu pour vous aider dans vos démarches administratives, l'objectif du présent ouvrage est de compiler, dans un format de poche, l'essentiel des informations théoriques et pratiques nécessaires à la gestion quotidienne d'une ASBL.

Ce mémento décrit la législation applicable aux ASBL et fournit toutes les informations nécessaires à son application dans la création et le fonctionnement de l'ASBL.

Il constitue une étude de toutes les questions touchant de près ou de loin au statut civil des ASBL.

Il constitue un excellent aperçu des matières fiscales, sociales et comptables et celles relatives aux marchés publics.

Le Mémento des ASBL intègre des éléments de la jurisprudence la plus récente, ainsi qu'une série de modèles de documents indispensables à la vie de l'ASBL.

L'édition 2026 du Mémento des ASBL est la trentième édition de l'ouvrage. Elle actualise non seulement les informations contenues dans les versions précédentes, mais elle reformule plusieurs passages afin d'en assurer une meilleure compréhension. L'entrée en vigueur du nouveau Code pénal nous a conduit à actualiser le chapitre 86 sur la responsabilité pénale de l'ASBL et le chapitre 98 sur la responsabilité du dirigeant d'ASBL. Par ailleurs, plusieurs sujets ont émaillé les discussions en 2025, ce qui a eu pour conséquence de compléter les commentaires que nous faisons à ce propos : le vote plural accordé à une association, la notion d'abus de droit, la rectification d'une décision nulle, la désignation d'un administrateur par un tiers, l'insolvabilité de l'ASBL, etc.

Nous ne pouvons pas passer sous silence plusieurs précisions apportées aux chapitres consacrés à la responsabilité, notamment aux dispositions relatives à la responsabilité civile de l'ASBL, des administrateurs, des mandataires et des travailleurs salariés suite aux modifications apportées par le livre 6 du Code civil.

Autour de la notion de but désintéressé, nous commentons la décision d'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 6 mai 2024 et nous dénonçons les subterfuges de certains pour céder indirectement une ASBL (son patrimoine, son personnel, son agrément et son subventionnement) à une société commerciale.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

C 74 Procédure en droit privé

Manuel de l'expertise judiciaire

[Mougenot, Dominique, 1961-...., juriste](#) (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2026

389 pages

3e édition

Collection [Les manuels pratiques](#)

Le présent manuel est le support de la formation en expertise judiciaire organisée conjointement par l'UCLouvain, l'UNamur et l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles.

Il s'adresse aux experts judiciaires, à ceux qui veulent le devenir et à tous les techniciens qui souhaitent obtenir de solides références juridiques dans le domaine de l'expertise judiciaire. Les auteurs, praticiens chevronnés, offrent un commentaire pratique et complet de la matière.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première est une introduction à la procédure civile et traite de l'expertise en matière civile. Elle aborde aussi la conciliation et les expertises amiable et judiciaire. La deuxième partie est une introduction au droit pénal et à la procédure pénale. Elle approfondit également les questions relatives à l'action civile et à l'action publique. La troisième partie traite de la déontologie et de la responsabilité civile des experts judiciaires. Un lexique procédural clôture l'ouvrage, de façon à permettre aux techniciens de comprendre le langage juridique relatif à la procédure.

Cette troisième édition tient compte des modifications légales en matière de procédure civile et pénale, en particulier la réforme du Code pénal. Elle intègre également les règles relatives au registre des experts ainsi que le Code de déontologie des experts judiciaires. Elle contient des chapitres supplémentaires consacrés à l'organisation de la justice et l'expertise en matière pénale.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

D 101 Droit pénal général

Principes généraux du droit pénal belge. 2, L'infraction pénale

[Kuty, Franklin](#) (auteur)

[Bruxelles] : Larcier-Intersentia, 2026

711 pages

Collection [Collection Droit pénal](#)

Ce livre constitue la deuxième partie de notre traité de droit pénal général. Il approfondit notre Précis de droit pénal qui est le support du cours que nous enseignons à l'Université libre de Bruxelles depuis 2005. Il comporte le titre II intitulé « L'infraction pénale ».

Ce volume s'attache à l'analyse des dispositions du nouveau Code pénal relatives à l'infraction pénale, consommée ou tentée. Il aborde successivement les diverses classifications de l'infraction, ses éléments constitutifs et, plus particulièrement, son élément matériel, son élément moral et l'illicéité pénale. Il traite également des causes de non-imputabilité, d'exemption de culpabilité et de justification.

Cet ouvrage s'inscrit entre le tome Ier, consacré à « la loi pénale », qui en est à sa quatrième édition parue en 2025 et les tomes III et IV, dont la mise à jour est en chantier, respectivement consacrés à l'étude de « l'auteur de l'infraction pénale » et de « la peine ». Ce traité de droit pénal général est destiné non seulement aux étudiants mais encore aux magistrats, avocats et chercheurs intéressés par la science pénale.

Le nouveau Code pénal : prêt pour demain ?

[Franssen, Vanessa, 19...-....](#) (éditeur intellectuel); [Masset, Adrien, 1960-....](#) (éditeur intellectuel)

Bruxelles : Anthemis, 2026

350 pages

Collection [Commission Université-Palais. CUP](#); no. 239

Demain, c'est aujourd'hui en droit pénal : l'heure est là !

Le présent ouvrage de la Commission Université-Palais en droit pénal tombe à point nommé en raison de l'entrée en vigueur imminente, le 8 avril 2026, du nouveau Code pénal.

Le nouveau Code pénal est, d'abord, analysé pour ses réformes de droit pénal général comme :

- la fin de l'unité des fautes pénale et civile ;
- les différentes peines ;
- la place réservée à la justice restauratrice.

Le nouveau Code pénal est, ensuite, analysé pour ses modifications apportées au droit pénal spécial comme :

- les infractions de violences intrafamiliales ;
- l'infraction de blanchiment ;
- les infractions contre les biens.

Le nouveau Code pénal est, enfin, analysé pour ses implications en droit de la procédure pénale :

- les conséquences en procédure pénale de la suppression de la classification des infractions en crimes-délits-contraventions ;
- le nouveau visage de l'obligation de motivation des peines.

Ces thèmes sont examinés par des intervenants renommés, provenant tant du monde académique que du monde professionnel.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

D 120 Procédure pénale

Principes de procédure pénale

Michiels, Olivier (auteur); Falque, Géraldine (contributeur - collaborateur)

[Belgique] : Larcier-Intersentia, 2026

1301 pages

3e édition

Collection [Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège](#)

Comme l'écrivait le jurisconsulte italien G.D. Pisapia « si vous débarquez dans un pays inconnu et si vous désirez savoir si, dans ce pays, les libertés civiles sont protégées, demandez à voir son Code de procédure pénale ». La procédure pénale a, assurément, valeur de garantie des droits fondamentaux des justiciables confrontés aux juridictions répressives. Son importance n'est plus à démontrer tant, par une pénalisation croissante des comportements humains, elle s'est s'immiscée dans de nombreuses branches du droit. Devenue une discipline en tant que telle, la procédure pénale mérite, dès lors, une attention toute particulière.

Pour y parvenir, les auteurs ont remanié de nombreux passages de l'ouvrage pour en améliorer la structure, la compréhension et les pistes de réflexion et d'approfondissement. Ils ont encore intégré de nouveaux sujets présentant un lien immédiat avec la pratique et la formation exigée d'un futur juriste. Ce manuel est successivement décliné sous forme de titres qui s'attachent à l'étude de l'action publique, l'action civile, l'information préliminaire, l'instruction, la détention préventive, la procédure au fond, le jugement, les voies de recours, l'exécution des décisions pénales, l'exécution des décisions civiles, les procédures particulières, les droits de la défense et les aspects internationaux de la procédure pénale.

Cette troisième édition de Principes de procédure pénale s'inscrit résolument dans la volonté des auteurs de mettre à la disposition de son public un ouvrage d'accès immédiat, d'une lecture aisée et qui présente, de manière rigoureuse et didactique, les fondamentaux de la procédure pénale.

D 22 Droit de la sécurité social

Pension des travailleurs salariés - organisation administrative : demande, paiement, indu et sanctions

Merla, Corinne, 19...-.... (auteur); Markey, Julie, 19...-.... (auteur)

Liège : Wolters Kluwer, 2025

126 pages

Collection: [Études pratiques de droit social](#) ; 2025, no. 8

Au-delà des différentes prestations prévues par le régime de pension des travailleurs salariés, il est important de connaître les étapes donnant lieu à l'octroi (ou le refus) d'une prestation mais également de pouvoir identifier les éléments pouvant impacter le paiement d'une pension.

La présente contribution des Etudes pratiques du droit social offre cette occasion.

Dans un premier temps, il s'agit d'expliquer le processus lié à l'introduction d'une demande de pension : modes d'introduction d'une demande, éventuel examen d'office du droit à une pension, instruction de la demande, décision du Service Fédéral des Pensions et les cas dans lesquels cette décision peut être modifiée. Il s'agit également d'expliquer les voies de recours contre les décisions adoptées en matière de pension.

Dans un second temps, les éléments factuels pouvant influencer le paiement d'une pension seront examinés. La pratique du droit des pensions démontre qu'il s'agit d'une réelle préoccupation des bénéficiaires d'une pension tout particulièrement en ce qui concerne la question du cumul d'une pension avec un autre revenu (autre pension, revenus de remplacements, et/ou revenu professionnel). Seront également abordés : les cas de suspension de paiement d'une pension, les règles applicables à une saisie ou cession touchant une pension, les retenues obligatoires prélevées sur une pension ainsi que la question de la récupération de l'indu en matière de pension sera abordée. [Afficher moins](#)



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

AE 101 Droits de l'Homme

EU Fundamental rights as a special source for the european court of human rights

[Davio, Victor, 19...-....](#) (auteur)

Louvain-la-Neuve : Larcier - Intersentia, 2026

406 pages

This book offers a new perspective on the relationship between European Union law and the European Convention on Human Rights. While scholarly attention usually focuses on the Convention's influence on EU law, the originality of this work lies in examining the other way round: the influence of EU fundamental rights on the ECHR.

With the adoption of the EU Charter of Fundamental Rights and the flourishing of EU legislation in this area, the EU has become a genuine standard-setter in the field of fundamental rights. As this role evolves, it not only affects the EU's own legal order but may also affect other human rights instruments, including the ECHR, with which EU law maintains a special relationship. This book investigates the role that EU fundamental rights have come to play in the case law of the European Court of Human Rights.

After discussing the growing importance of fundamental rights within the EU (Part I), the book examines their influence on the ECHR in the areas of equality and non-discrimination, as well as data protection. The study highlights the significant qualitative and quantitative impact of EU law on the ECHR in these fields. This influence may even be considered special, extending deeper and more broadly than that of other instruments on the ECHR (Part II). While this dynamic brings benefits in terms of legitimacy and coherence and is likely to grow in the future, the book argues that a special method should accompany this particular use of EU law (Part III).

The book is addressed to a broad audience and aims to build bridges between research in EU law and in human rights law – fields that remain, at times, fragmented. It also provides useful guidance for a variety of institutions and practitioners involved in the European system of fundamental and human rights protection. This includes the EU legislator, judges – whether at the ECtHR, the CJEU, or national courts applying both EU law and the ECHR – as well as other stakeholders such as NGOs, whose role and impact in the ECtHR's use of EU law the study analyses.

DA 3 Contrats administratifs

Mémento des marchés publics et des PPP 2026

[Thiel, Patrick](#) (auteur)

Liège : Wolters Kluwer, 2026

2 volumes

25e édition

Le Mémento des marchés publics et des PPP est l'ouvrage de référence pour comprendre la méthode des pouvoirs publics pour effectuer des travaux, acheter des biens et des services ou réaliser des opérations analogues. Cet ouvrage clair et structuré présente également les principales techniques de Partenariat Public-Privé, qui permettent de réaliser des objectifs d'intérêt public en appréhendant différemment la question des risques et des prix.

Le tome 1 du Mémento des marchés publics et des PPP présente de manière claire et précise comment effectuer des travaux, acheter des biens et des services ou réaliser des opérations analogues. Il expose aussi les principales techniques de Partenariat Public-Privé. Il s'agit d'un ouvrage indispensable pour les professionnels du secteur public et privé qui souhaitent comprendre les enjeux des marchés publics et des PPP.

Le tome 2 du Mémento des marchés publics et des PPP reprend la réglementation fédérale belge des marchés publics et de PPP. Il contient les lois, les arrêtés royaux et ministériels, dans les secteurs classiques, spéciaux et de la défense, ainsi que le régime de motivation et de recours et celui des concessions. L'ouvrage comprend également la réglementation relative à l'agrégation, aux chantiers temporaires et mobiles, et des dispositions spécifiques du Code pénal. [Afficher moins](#)



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

DA 11 Droit de l'environnement

L'évolution de la politique environnementale de l'Union européenne : défis et perspectives juridiques

Thill, Jean Pierre (éditeur intellectuel); Guyot, Mathilde, 19...-...., juriste (éditeur intellectuel); Shalik, Islam, 19...-.... (éditeur intellectuel); Fontaine, Joris, 19...-.... (éditeur intellectuel); Clavel, Marlène (éditeur intellectuel)

Louvain-la-Neuve : Larcier - Intersentia, 2026

290 pages

Présenté en décembre 2019 par la Commission européenne, le Pacte vert pour l'Europe porte l'ambition de faire de l'Union européenne un acteur central de la transition écologique mondiale. Audelà de cette feuille de route ambitieuse et source de profondes mutations de la société européenne, force est de constater que, la politique environnementale européenne constitue un domaine particulièrement dynamique témoignant du degré élevé d'intégration atteint par l'Union.

Au fil des révisions des traités, la compétence environnementale s'est progressivement développée pour devenir l'un des volets essentiels de l'action de l'Union européenne. Elle irrigue de nombreux secteurs – agriculture, énergie, industrie, santé, numérique ou gouvernance –, s'inscrivant dans un ensemble de politiques parfois complémentaires, parfois divergentes.

Ce processus d'intensification et d'affirmation de la politique environnementale européenne soulève néanmoins plusieurs interrogations : cohérence du cadre normatif européen, articulation entre ambitions écologiques et contraintes économiques, adaptation des instruments existants, capacité de l'Union à assurer l'effectivité des mesures adoptées et à harmoniser les législations nationales.

Le présent ouvrage propose une analyse approfondie de la politique environnementale de l'Union européenne : il examine ses fondements juridiques, ses évolutions récentes et les tensions qui la traversent afin d'éclairer les dynamiques actuelles et les perspectives d'un champ d'action en constante transformation.

DC 11 Droit constitutionnel : divers

L'entreprise de tendance : Les convictions de l'employeur face au droit à la non-discrimination du travailleur. Analyse à la lumière des droits européen, français et anglais

Mertens, Romain (auteur); Wattier, Stéphanie, 19...-.... (auteur d'une préface)

[Bruxelles] : Larcier-Intersentia, 2026

679 pages

L'entreprise de tendance est un « objet juridique non identifié ». Cette notion désigne les entreprises et organisations qui, en raison des convictions qu'elles défendent, souhaitent sélectionner leurs collaborateurs sur cette base et leur imposer un devoir de loyauté renforcé. On peut songer aux organisations religieuses, aux partis politiques, aux syndicats, à certains médias, à des établissements d'enseignement ou de dispensation de soins, etc.

En droit belge, le concept d'entreprise de tendance trouve principalement à s'exprimer à travers le droit de la non-discrimination, mais son périmètre et sa portée demeurent incertains.

Cet ouvrage propose une analyse approfondie du régime juridique de l'entreprise de tendance. Il met en évidence un déficit de sécurité juridique, de même que des risques de violation du principe d'égalité et de non-discrimination. L'étude procède au recensement des nombreuses manifestations de l'entreprise de tendance en droit belge, avant d'examiner la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme. Une reconstruction du concept d'entreprise de tendance est proposée, éclairée par une analyse de droit comparé mobilisant les systèmes juridiques français et anglais.

Issu d'une thèse de doctorat, l'ouvrage s'adresse notamment aux spécialistes du droit public et des droits fondamentaux, du droit de la non-discrimination, du droit du travail et du droit des religions. Il intéressera les praticiens actifs dans les entreprises de tendance (juristes d'entreprise, managers, gestionnaires des ressources humaines, etc.), ainsi que les universitaires, avocats et magistrats de même que toute personne curieuse de comprendre comment le droit tente de résoudre le conflit immémorial entre liberté et égalité, spécialement dans le domaine religieux.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

VS 36 Aide sociale

La solidarité en Belgique : Une histoire des mécanismes juridiques de redistribution entre personne et entre territoires

Rigaux, Lucien (auteur)

Anthemis, 2026

682 pages

Pourquoi payons-nous des impôts ? Pourquoi la solidarité est-elle devenue un droit... et une obligation ? De la charité volontaire à l'État social, cet ouvrage retrace l'histoire fascinante de la solidarité en Belgique et interroge son avenir à l'heure des crises, du fédéralisme et de la mondialisation.

Aux origines de nos impôts, de notre sécurité sociale et des transferts entre territoires : un principe essentiel, celui de la solidarité. Comment la Belgique est-elle passée d'un modèle de charité libre et volontaire à un régime de solidarité structuré, fondé sur des droits et des obligations ? Quels événements, quels choix politiques et économiques ont façonné notre système de redistribution entre personnes et entre territoires ?

Issu d'une thèse de doctorat en droit saluée pour son originalité et la richesse de sa documentation



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

DI Centre de documentation du CRIDS

Le constitutionnalisme numérique

Millet, François-Xavier, 19...-...., juriste (éditeur intellectuel)

Louvain-la-Neuve : Larcier - Intersentia, 2026

289 pages

Avec le phénomène digital, l'État est désormais concurrencé par les géants du numérique. Assurant de plus en plus d'activités d'intérêt général, ces entreprises transnationales semblent aujourd'hui détenir un potentiel de puissance égal, sinon supérieur à celui des États. L'euphémistique « transition numérique » apporte ainsi un changement géopolitique majeur avec le passage d'une société internationale reposant sur les États, incarnations du pouvoir politique, à une société reposant sur une poignée de très grandes entreprises transnationales, incarnations du pouvoir économique et technologique et à l'influence politique considérable. Dès lors qu'il se trouve déstabilisé dans son tréfonds par le triple phénomène de transnationalisation, de privatisation et de concentration du pouvoir au détriment du fondement et de l'objet du droit public moderne qu'est l'État, le droit public est appelé à faire émerger une réponse structurelle face à cette transformation. Il est attendu de la doctrine de décrire et d'expliquer mais aussi d'encadrer et d'orienter normativement le pouvoir au sein de ce condensé de la société globale qu'est la société numérique. Publicistes et privatistes, juristes et politistes sont ainsi enjoins de réfléchir aux relations de pouvoir qui se nouent entre les trois principaux acteurs de la transformation numérique : les géants du numérique, les usagers d'Internet et la puissance publique. Il ne s'agit pas moins que de (re)penser l'objet ancien (l'État) et l'objet nouveau du droit public (les « nouveaux gouverneurs » privés), aussi bien dans leurs rapports réciproques que vis-à-vis de l'individu et du collectif.

Deux décennies après les débats sur la constitutionnalisation de l'environnement et de l'Europe, c'est donc au tour du numérique de devenir le paradigmatique lieu ubiquitaire du constitutionnalisme. Dans quelle mesure ce discours émergent du constitutionnalisme numérique constitue-t-il une réponse adaptée du droit public face à une société globale marquée par la reconfiguration du pouvoir ? La réponse à cette question dépendra sans doute de la lecture qui est retenue du constitutionnalisme numérique et de sa capacité à aller au-delà de la problématique du respect des droits individuels.

The EU Artificial Intelligence Act : a commentary

Finck, Michèle, 1986-...., juriste (auteur)

Oxford : Oxford University Press, 2026

776 pages

This commentary offers a comprehensive, article-by-article analysis of the EU Artificial Intelligence Act (AIA), a landmark regulation comprising 113 articles and 180 recitals. It traces the AIA's evolution from early robotics debates to the Commission's 2020 White Paper and trilogue negotiations, highlighting political compromises and regulatory challenges. The work examines the Act through risk-based approaches, regulatory theory, and geopolitical dimensions, addressing issues of opacity, complexity, and adaptability inherent in AI governance. Beyond textual interpretation, it contextualizes provisions within EU law on product liability, fundamental rights, and data protection, while considering implementing acts and emerging soft law. By blending technical detail with normative analysis, the commentary underscores the AIA's dual role as a practical regulatory instrument and a symbolic milestone in Europe's assertive digital governance strategy.

Bienvenue dans la Base documentaire du CRIDS

Pour créer un panier et sauvegarder vos recherches, cliquer sur compte et s'enregistrer (ou se connecter).



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

Les droits intellectuels en 2026 : défis et opportunités

Lejeune, Frédéric, 19...-...., avocat (éditeur intellectuel); Thoumsin, Pierre-Yves (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2026

225 pages

Analysant les transformations du droit belge de la propriété intellectuelle face aux évolutions technologiques et sociétales, les auteurs abordent, dans une approche transversale et prospective, l'impact de l'intelligence artificielle, la transition écologique, la digitalisation ou les nouveaux enjeux juridiques liés à la création, aux marques et aux données.

Bienvenue dans la Base documentaire du CRIDS

Pour créer un panier et sauvegarder vos recherches, cliquer sur compte et s'enregistrer (ou se connecter).

